

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 82.783 du 8 octobre 1999

A.72.106/VIII-1348

En cause : **GERARD** Philippe,

ayant élu domicile chez
Jérôme SOHIER, avocat,
avenue Emile de Mot, 19
1000 Bruxelles,

contre :

la Communauté française, représentée
par son gouvernement,

ayant élu domicile chez
Mes Patrick HENRY et Louis DEHIN, avocats,
place des Nations-Unies 7
4020 Liège.

LE CONSEIL D'ETAT, VIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 18 novembre 1996 par
Philippe GERARD, qui demande l'annulation de la décision
du Ministre de l'Education, de la Recherche et de la
Formation de la Communauté française du 9 août 1996 de
rejeter sa demande de congé pour prestations réduites
justifiées par des raisons de convenances personnelles;

Vu les mémoires en réponse et en réplique réguliè-
rement échangés;

Vu le rapport de M. ERNOTTE, auditeur au Conseil
d'Etat;

Vu l'ordonnance du 3 mai 1999 ordonnant le dépôt au greffe du dossier et du rapport;

Vu la notification du rapport aux parties et les derniers mémoires;

Vu l'ordonnance du 9 août 1999 notifiée aux parties, fixant l'affaire à l'audience du 1^{er} octobre 1999;

Entendu, en son rapport, M. GEUS, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me SOHIER, avocat, comparaissant pour le requérant, et Me VANDER HEYDEN, loco Me HENRY, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. ERNOTTE, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les faits utiles à l'examen du recours se présentent comme suit :

1. Le requérant est, depuis 1979, professeur de piano à l'académie communale de musique de Nivelles. Par un arrêté royal du 14 août 1985, il a également été nommé à titre définitif en qualité d'accompagnateur au conservatoire royal de musique de Bruxelles.
2. Le 27 janvier 1989, il demande une réduction d'horaire de douze à onze heures de cours par semaine pour la fonction d'accompagnateur "pour des raisons de cumul". Satisfaction lui est donnée.
3. Obligé par l'administration de choisir pour l'année académique 1994-1995 entre un régime de travail de

douze ou neuf heures par semaine, le requérant opte, au mois de décembre 1994, à titre purement conservatoire, pour ce dernier horaire mais le 12 décembre 1994, il sollicite l'octroi d'un congé pour prestations réduites, justifiées par des convenances personnelles, d'une heure par semaine afin de pouvoir exercer sa fonction d'accompagnateur à raison de onze heures par semaine. Aucune suite ne semble avoir été réservée à cette demande.

4. Le 22 août 1995, le requérant introduit pour l'année académique 1995-1996 une demande identique à celle qu'il avait formulée antérieurement.

5. Par une lettre du 29 septembre 1995, le secrétaire général du ministère de l'éducation, de la recherche et de la formation refuse d'accorder le congé sollicité en s'exprimant en ces termes :

" En réponse à votre lettre du 22 août dernier, j'ai le regret de vous faire savoir que le congé pour prestations réduites ne s'applique que pour les fonctions qui comportent la notion de fonction à prestations complètes.

Je vous rappelle en effet les dispositions de l'article 30 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 qui précise que "le membre du personnel est tenu d'accomplir chaque semaine au moins la moitié des prestations complètes qui sont normalement imposées pour la fonction (...)".

La fonction non exclusive n'étant pas une fonction à prestation complète, les règles du congé pour prestations réduites ne peuvent s'y appliquer.

Je rappelle que la fonction non exclusive comporte déjà un horaire restreint par rapport aux horaires généralement en usage dans l'enseignement pour les fonctions à prestations complètes (20h/sem. dans l'enseignement secondaire, 19h/sem. dans l'enseignement supérieur de type court).

Je rappelle d'autre part, le dernier alinéa du point 1 du chapitre III de la circulaire n° 95.06 G du 27 juin 1995 qui rappelle les principes découlant des divers textes légaux et réglementaires en matière de cumul :

"La pratique qui consiste à réduire les prestations de quelques heures pour, ne bénéficiant plus ainsi d'un

traitement complet, échapper aux règles qui concernent la définition de la fonction accessoire et, par ce biais, échapper à la limitation des cumuls dans l'enseignement est illégale et illégitime, puisqu'elle résulte d'une volonté personnelle et non d'une obligation légale ou réglementaire. Les règles anti-cumuls sont applicables d'office s'il échet (sic) et non sur demande afin de les manipuler à son profit".

Il s'agit de l'acte attaqué par le recours A.66.673/VIII-1344.

6. Le 27 juin 1996, le requérant forme une nouvelle demande de congé par prestations réduites pour convenances personnelles en vue de l'octroi d'un horaire de onze heures par semaine pour l'année scolaire 1996-1997. Le refus que lui oppose le Ministre de l'éducation, de la recherche et de la formation constitue l'acte attaqué par le présent recours;

Considérant que la partie adverse soutient que l'intérêt du requérant à son recours est illégitime; qu'elle expose que les congés pour prestations réduites que l'intéressé tente d'obtenir par le biais du présent recours ont pour seul but d'échapper à la notion de fonction accessoire et ainsi d'éviter de se trouver dans le champ d'application des dispositions anti-cumul énoncées à l'article 77 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977; qu'elle se fonde sur la circonstance que, lorsque le requérant a dû choisir, pour l'année scolaire 1994-1995, entre un régime de douze heures par semaine et un horaire hebdomadaire de neuf heures, il marqué sa préférence pour la seconde branche de l'alternative alors qu'il avait antérieurement déclaré que cet horaire ne lui convenait pas; que la partie adverse estime que cette attitude prouve à suffisance que le congé sollicité par le requérant est motivé, non par des convenances personnelles ou par des raisons sociales ou familiales, mais uniquement par le souci de

"détourner la législation anti-cumul" et ainsi "conserver deux traitements quasi complets";

Considérant que l'article 77, § 1^{er}, de la loi précitée du 24 décembre 1976 porte ce qui suit :

" Sans préjudice de l'application d'autres dispositions légales plus restrictives, il ne peut être attribué ni rémunération, ni subvention-traitement pour les prestations fournies dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, en cela compris l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit, par une personne qui exerce déjà une profession principale en dehors de l'enseignement ou des prestations dans l'enseignement égales à un emploi à prestations complètes au moins, pour l'ensemble des prestations complémentaires dans l'enseignement qui dépasse un tiers du nombre minimum d'heures requis, pour un emploi à prestations complètes dans la ou les fonctions correspondant à ces prestations.

Si la notion d'emploi à prestations complètes dans l'enseignement n'est pas définie, elle est déterminée par le Roi par comparaison avec un enseignement de plein exercice correspondant.

Lorsque les prestations se rapportent à différentes fonctions pour lesquelles les minima requis pour un emploi à prestations complètes sont différents, la règle de la pondération valable pour le calcul des traitements sera appliquée";

Considérant qu'au moment où la décision attaquée a été prise, aucun arrêté royal ne déterminait le nombre minimum d'heures requis pour constituer une fonction à prestations complètes d'accompagnateur; qu'ainsi, c'est en raison de la carence de la partie adverse que celle-ci ne peut appliquer au requérant l'article 77 précité;

Considérant par ailleurs qu'en vertu de l'article 5, f, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du ministère de l'instruction publique et de l'article 2, § 2, de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de

promotion sociale ou à horaire réduit, pour pouvoir qualifier d'accessoire une fonction, comme celle d'accompagnateur à l'académie de musique de Bruxelles dont le requérant est titulaire, il est nécessaire d'en comparer le minimum de l'échelle de traitement avec le montant brut de la rémunération que l'intéressé obtient pour l'exercice d'une fonction non exclusive pour laquelle il bénéficie d'un traitement complet; que l'octroi du congé sollicité par le requérant ne permettrait pas à la partie adverse de qualifier d'accessoire la fonction qu'il exerce à Nivelles; qu'il ne s'ensuit pas pour autant que l'exception est fondée; qu'en effet, rien n'établit que le requérant aurait agi par fraude; que, de plus, aux termes de l'article 30 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 relatif au statut des membres du personnel directeur et enseignant des établissements de l'Etat, le ministre qui a l'enseignement dans ses attributions ne peut accorder un congé pour prestations réduites justifié par des raisons de convenances personnelles au titulaire d'une fonction de promotion et peut refuser d'octroyer un tel congé si cette mesure n'est pas compatible avec les exigences du bon fonctionnement de l'établissement; qu'il s'ensuit que l'autorité administrative ne peut se prononcer sur les convenances personnelles invoquées par un membre du personnel enseignant et que celui-ci apprécie en toute liberté; que l'exception n'est pas fondée;

Considérant que le requérant prend notamment un moyen, le premier de la requête, "de la violation de l'article 30 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 relatif au statut des membres du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, de l'article 4 de l'arrêté royal n° 94 du 28 septembre 1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales, ou pour des raisons de convenance personnelle, des articles 1^{er}, 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, du défaut et de l'insuffisance de motiva-

tion, et de l'excès de pouvoir"; qu'en une première branche, il expose que les dispositions visées au moyen ne limitent pas leurs effets aux seuls enseignants titulaires de fonctions à prestations complètes et que seules les exigences du bon fonctionnement des établissements et services peuvent justifier le refus d'octroi de congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales et familiales ou par des raisons de convenances personnelles; qu'en une seconde branche, il fait valoir que le refus de principe de donner suite à toutes les demandes de congé pour prestations réduites est manifestement étranger aux nécessités du bon fonctionnement du service et ajoute que l'expérience a démontré qu'un horaire réduit de onze heures par semaine, au lieu de douze heures, est conforme aux exigences de l'enseignement qu'il dispense depuis plusieurs années au conservatoire; qu'enfin, il souligne que les conséquences de l'octroi d'un tel congé sur sa situation pécuniaire ne peuvent motiver de manière admissible une décision de refus;

Considérant que la partie adverse répond que l'article 30, alinéa 2, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 dispose que "le membre du personnel qui bénéficie d'une telle autorisation est tenu d'accomplir, chaque semaine, au moins la moitié des prestations complètes qui sont normalement imposées pour la fonction qu'il exerce"; qu'elle en déduit que seul le titulaire d'une fonction à prestations complètes peut bénéficier d'un congé pour prestations réduites justifié par des raisons de convenances personnelles; qu'elle fait valoir que le titulaire d'une fonction non exclusive, telle celle d'accompagnateur, bénéficie d'un régime dérogatoire de faveur consistant en un horaire restreint par rapport aux horaires en usage dans l'enseignement supérieur non universitaire, si bien qu'il ne peut bénéficier de l'arrêté royal n° 94 du 28 septembre 1982;

Considérant que l'article 30 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974, inséré par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982 et modifié par la loi du 31 juillet 1984, est rédigé comme suit :

" Art. 30. Le membre du personnel peut être autorisé par le Ministre à exercer ses fonctions par prestations réduites pour des raisons de convenances personnelles, sauf si cette mesure n'est pas compatible avec les exigences du bon fonctionnement de l'établissement. Ne peut bénéficier de cette autorisation, le titulaire d'une fonction de promotion.

Le membre du personnel qui bénéficie d'une telle autorisation est tenu d'accomplir, chaque semaine, au moins la moitié des prestations complètes qui sont normalement imposées pour la fonction qu'il exerce";

que l'alinéa 1^{er} détermine les deux conditions dont l'autorité doit vérifier le respect avant d'accorder le congé par prestations réduites, étant que le demandeur ne soit pas titulaire d'une fonction de promotion et que la mesure sollicitée n'affecte pas le bon fonctionnement de l'établissement; que l'alinéa 2 fixe les prestations minimales que doit accomplir le bénéficiaire de ladite mesure; que le fait que le nombre minimal d'heures requis pour former un emploi à prestations complètes n'a pas été défini pour certaines fonctions n'a pas pour conséquence de priver leurs titulaires du bénéfice de l'alinéa 1^{er} mais seulement de rendre inapplicable à leur égard la limitation établie par l'alinéa 2; qu'en tant qu'il est pris de la violation de l'article 30 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974, le moyen est fondé;

Considérant qu'il est sans intérêt d'examiner le deuxième moyen de la requête, celui-ci ne pouvant conduire à une annulation plus étendue,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Est annulée la décision du Ministre de l'Educa-
tion, de la Recherche et de la Formation de la Communauté
française du 9 août 1996 de rejeter la demande de congé
introduite par Philippe GERARD pour prestations réduites
justifiées par des raisons de convenances personnelles.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 4.000 francs,
sont mis à charge de la partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique,
le huit octobre 1900 nonante-neuf par :

M.	GEUS,	président de chambre,
M ^{me}	DAURMONT,	conseiller d'Etat,
M ^{me}	GEHLEN,	conseiller d'Etat,
M ^{me}	HONDERMARCQ,	greffier.

Le Greffier,

Le Président,

M.-Cl. HONDERMARCQ.

J.-Cl. GEUS.